

Des syndicats dénoncent l'absence de réaction à l'EMS La Méridienne

Institution en crise
Unia et le SIT critiquent le
manque d'avancées après
les dysfonctionnements
mis au jour dans
l'établissement.

En avril dernier, d'actuels et anciens employés de l'établissement médico-social (EMS) La Méridienne, à Conches, avaient décidé de rendre publique la situation de cette institution accueillant des adultes souffrant d'un «trouble psychiatrique avec perte d'autonomie importante».

L'attitude du directeur - également actionnaire des lieux - avait notamment été pointée du doigt. Les griefs allaient d'accusations en lien avec de mauvais traitements contre les résidents et le personnel à des critiques d'un management jugé «brutal» et «injuste».

Alerté, le Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS) d'alors avait demandé l'ouverture d'une enquête administrative. Hier, les syndicats Unia et le SIT ont regretté «que personne n'ait encore été entendu» dans ce cadre.

Réagissant à la conférence de presse du jour, le président du conseil d'administration de l'EMS a assuré de son côté que «l'en-

quête était en cours» et qu'il ne fera aucun commentaire sur les procédures, «afin d'assurer leur déroulement serein et lumineux».

Romain Jordan, avocat de l'ancien directeur, dit «se réjouir que les procédures suivent leur cours» et ajoute «regretter cette tentative consternante de les influencer».

«Le président du conseil d'administration de l'EMS a assuré de son côté que «l'enquête était en cours» et qu'il ne fera aucun commentaire sur les procédures.»

Désormais responsable du dossier après les récentes réattributions postélections, le Département de la cohésion sociale (DCS) suit l'affaire. Son porte-parole explique que les autorités n'ont appris «que très récemment» que la société initialement chargée de l'enquête administrative «avait fi-

nalement renoncé au mandat qui lui avait été confié» et évoque un «retard dans le début de l'enquête».

À la suite d'une dénonciation pénale déposée par les syndicats, plusieurs personnes ont également été entendues par la police. Les auditions devraient continuer ces prochaines semaines.

Pressions diverses

En attendant l'avancée des différentes investigations, des soignants disent constater peu d'évolution dans la gestion de l'EMS. «La suspension du directeur a été présentée comme une simple prise de retraite», dénoncent-ils. Ils évoquent la sensation que l'on cherche à «cacher la poussière sous le tapis».

Après un premier article paru dans nos pages faisant état de la crise traversée à La Méridienne, les employés affirment avoir reçu un courrier leur rappelant leur devoir de secret de fonction.

Pour Unia et le SIT, cette façon de faire revient à «intimider et à forcer à garder le silence». Un soignant rapporte que les lanceurs d'alerte auraient été recherchés, et ceux soupçonnés d'avoir parlé auraient subi des pressions de cadres ou d'employés fidèles à l'ex-directeur. **Marc Renfer**

